



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/2546
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 02 janvier 1992, modifié, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «G.A.E.C. DE LA FRESNAIS », autorisant à exploiter à Rouillac au lieu-dit « La Fresnaie » un élevage porcin de 155 places verraterie-gestantes, 45 places maternité, 978 places engraissement et 576 places post-sevrage ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le changement d'exploitant du 27 septembre 2010 de l'EARL DE LA FRESNAIE devenant l'EARL FREN OUEST ;

VU la demande présentée le 9 décembre 2011 par l'installation classée le « **G.A.E.C. DE LA MELEE** », sise « La Mélé » à ROUILLAC, en vue de :

- la fusion de l'EARL FREN OUEST avec le GAEC de la MELEE
- la restructuration interne d'un élevage porcin, avec transfert de site à site, de 4 199 places animaux équivalents
- le transfert des reproducteurs du site « Fresnaie » au site « la Mélé »
- le transfert des porcelets et des charcutiers du site de « la Mélé » sur le site « la Fresnaie »
- l'exploitation de l'élevage bovin lait restant sur le site de « Pentray »
- l'élevage de porcs du site de « Pentray » étant transféré sur le site de « la Fresnaie » ;

VU la saisine de l'autorité environnementale du 04 avril 2012 ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire du 12 septembre 2012, complétées le 27 septembre 2012 ;

VU la consultation des conseils municipaux de ROUILLAC, EREAC, LANGOURLA, SEVIGNAC MERILLAC, SAINT-LAUNEUC, SAINT-VRAN.

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 07 février 2013 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 22 février 2013 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les tiers situés à moins de 100 mètres donnent leur accord ;

CONSIDERANT que le projet répond à la mise aux normes bien-être des gestantes ;

CONSIDERANT les conclusions favorables du commissaire-enquêteur

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 :

1.1. - Le GAEC de la Mélé, ci après dénommé l'éleveur, sis à Rouillac au lieu dit « La Mélé », est autorisé à exploiter sur la même commune au lieu dit « La Fresnaie » (section ZO n°s 1680 et 251), à moins de 100 mètres du tiers le plus proche conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

=> un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3 006 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit : 2 814 places engraissement (2 814 PAE) et 960 places post sevrage (192 PAE) ;

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête du lisier par raclage en « V » (système TRAC) des 1 680 places engraissement des bâtiments numérotés Projet A, selon les plans et mémoires annexés au présent arrêté (produisant deux co-produits ci-après dénommé "résidus organiques" et lisier raclé) ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique produit.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement par raclage en « V ») soumise à autorisation sous la

rubrique n° 2102 - 1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

ARTICLE 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 2 814 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 960 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 7 900 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 8 290 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. - L'alimentation biphase sera maintenue.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.3. - Sécurité :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par

l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits après raclage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans le raclage en « V » :

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	3 112 m3
N Global	12 700 kg
P2O5	6 800 kg

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

3.6.1. – co-produits à transférer :

Résidus organiques	Flux annuel
tonnage	700 t
N Global	6 350 kg
P2O5	6 138 kg

3.6.2. - co-produits à épandre :

Lisier raclé	Flux annuel
Volume	1 530 m3
N Global	6 350 Kg
P2O5	662 kg

3.7. - Lisier brut à épandre :

	Flux annuel
Volume	5 657 m3

N Global	23 081 kg
P2O5	11 020 kg

3.8. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement (raclage en « V »).

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;

Les vérifications et les mesures de volumes seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation.

Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée.

Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.9. - Autosurveillance : bilan matière

L'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières semestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier raclé,
- bilan des volumes du résidu organique
- une analyse du lisier raclé (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

Les bilans seront adressés semestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.10. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

ARTICLE 4 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 1 902 m³.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 300 m²

4.3. - Tous les ouvrages de stockage devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.4. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.5. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage. Conformément aux plans et mémoires du dossier, les co-produits seront utilisés uniquement dans des

cantons où la charge en azote d'origine animale est inférieure à 140 kg d'azote par hectare épanable.

4.6. - Le transport des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement :

La mise en service du système de traitement par raclage en « V » devra être réalisée dès la mise en service des 1 680 places engraissement à créer dans la porcherie « Projet A ».

ARTICLE 6 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera maintenu aux abords du bâtiment d'élevage.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement).

ARTICLE 7 - Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants :

Le puits existant sur la parcelle ZO n° 251 doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages et des arrêtés du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement .

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
- la réalisation et l'équipement du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant le tubage, le gravillonnage, la cimentation de l'espace annulaire, la définition de la partie à cimenter, le laitier, l'injection.
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers) et à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires,
- une surface entretenue autour du forage, de l'ordre de 5 m x 5 m est neutralisée de toutes activités ou stockages et exempte de toutes sources de pollution.
- un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. L'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères.

L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 - Prescriptions épandage sur céréales :

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 9 - Prescription Meilleures Techniques Disponibles

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 10 - Prescription particulière concernant la remise en état du site:

L'arrêt des ateliers pour 190 places sur le site « Le Paintray » à Eréac sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site "La Fresnaie" à Rouillac.

Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 11 - Prescription particulière concernant la cuve de rétention :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Règles de gestion des stockages en rétention.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 12 - Résorption

La résorption prise en compte pour l'exploitation sera de 5 666 unités par Biphase et 6 350 unités par transfert.

ARTICLE 13 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 02 janvier 1992.

ARTICLE 14 :

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, accompagnée des documents justificatifs.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 15 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de ROUILLAC pour y être consulté,
- affichée à la mairie de ROUILLAC pendant une durée d'un mois
- affichée en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture,

- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 16 -

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX).

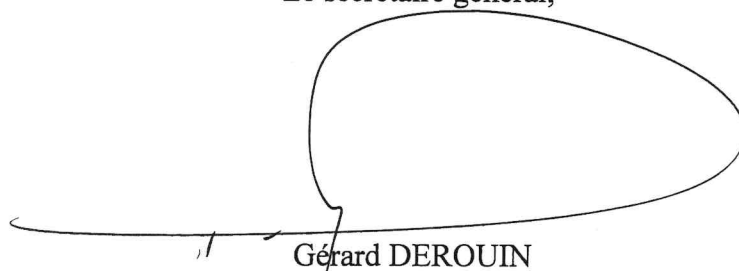
- pour les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision ;
- pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois.

ARTICLE 17 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de DINAN, le Maire de ROUILLAC et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de EREAC, LANGOURLA, PLENEE-JUGON, SEVIGNAC, MERDRIGNAC, MERILLAC, SAINT-LAUNEUC, SAINT-VRAN.

Fait à SAINT-BRIEUC, le **21 MARS 2013**

LE PREFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Gérard DEROUIN

